

RECENSION : LE POINT DE VUE DE JEAN-CLAUDE MICHÉA SUR LES RÉFORMES SCOLAIRES : *L'ENSEIGNEMENT DE L'IGNORANCE ET SES CONDITIONS MODERNES*¹

Jean-Paul NASSAUX*

Les débats relatifs au rôle positif ou négatif de mai 68 se sont engagés bien avant la célébration du quarantième anniversaire de ces événements et de sa succession de publications. Les effets de la révolte étudiante sur l'enseignement ont, notamment, été abondamment commentés. Le philosophe et enseignant MICHÉA fait partie de ces auteurs qui associent dans une même critique libéralisme et développement de l'individualisme imputé à mai 68. Ses livres les plus connus, tels *Impasse Adam Smith, brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*² ou le plus récent *Empire du moindre mal : essai sur la civilisation libérale*³, entendent mettre en évidence les dégâts humains causés par les transformations qui touchent en profondeur les sociétés modernes, et démontrer que ces transformations procèdent du projet philosophique libéral. Celui-ci s'est progressivement défini depuis le XVII^e siècle et ne pouvait s'accomplir, selon MICHÉA, que dans le « monde sans âme du capitalisme »⁴. Très attaché au concept « orwellien » de la *common decency*, MICHÉA conteste la priorité absolue donnée aujourd'hui à la dimension purement économique. Et il souligne l'homogénéité de la doctrine libérale, refusant de distinguer sa face politique et culturelle de sa face économique.

Dans son ouvrage *L'enseignement de l'ignorance*, il se penche plus particulièrement sur les réformes scolaires sous-tendues par les principes libéraux. MICHÉA part de l'hypothèse que les actuels progrès de l'ignorance ne sont pas l'effet d'un dysfonctionnement regrettable de notre société, mais qu'ils sont au contraire devenus une condition nécessaire de sa propre expansion. Par progrès de l'ignorance, MICHÉA voit, plus que la disparition de connaissances indispensables, le déclin régulier de l'intelligence critique, c'est-à-dire, de cette aptitude fondamentale de l'homme à comprendre à la fois dans quel monde il est amené à vivre, et à partir de quelles conditions la révolte contre ce monde est une nécessité morale. L'auteur entame sa démonstration par la description de la manière dont le système capitaliste a été conçu et mis en œuvre. Même si l'existence de classes marchandes aux activités développées – et appuyées parfois sur des techniques financières extrêmement sophistiquées – n'est en rien propre aux sociétés de l'Europe moderne – cf. l'ancienne Mésopotamie, l'Irak des Abbassides, la Chine des Song –, c'est seulement dans les conditions de l'Occident moderne que la systématisation capitaliste des activités marchandes antérieures a pu devenir un programme philosophique précis. Et cela n'a pu se faire que grâce à l'invention de l'économie politique, discipline calquée sur l'idéal newtonien des sciences expérimentales de la nature. Pour l'économie politique, c'est l'intérêt égoïste qui constitue l'unique moteur rationnel des conduites humaines. Il suffirait, pour assurer automatiquement la paix, la prospérité et le bonheur, d'abolir tout ce qui, dans les mœurs, les coutumes et les lois des sociétés existantes fait obstacle au jeu « naturel » du marché, c'est-à-dire à son fonctionnement sans entrave ni temps mort. Or, selon MICHÉA, un système, dont les conditions idéales de fonctionnement ne font appel qu'à la logique de l'intérêt bien compris, est dans l'impossibilité constitutive d'élaborer les signifiants-maîtres que toute communauté humaine requiert pour persévérer dans son être. Et MICHÉA rejoint CASTORIADIS⁵ dans le constat que le système capitaliste n'a pu être expérimenté au sein des sociétés occidentales, puis s'y développer de la manière que l'on sait, que parce qu'à chaque étape de son histoire, il a puisé les valeurs et les habitus qui lui

¹ Climats, 1999 et 2006.

* J.-P. NASSAUX est l'auteur de plusieurs études sur les relations communautaires et la vie politique bruxelloise.

² Climats, 2002.

³ Climats, 2007.

⁴ J.-C. MICHEA, *L'empire du moindre mal*, Climats, septembre 2007.

⁵ Cf. C. CASTORIADIS, *Les carrefours du labyrinthe*, Tome IV, 1996.

étaient nécessaires dans tout un trésor de civilités – aussi bien anciennes que modernes – qu’il était lui-même par nature incapable d’édifier. Et de citer CASTORIADIS quand celui-ci rappelait que « *le capitalisme n’a pu fonctionner que parce qu’il a hérité d’une série de types anthropologiques qu’il n’a pas créés et n’aurait pu créer lui-même : des juges incorruptibles, des fonctionnaires intègres et wéberiens, des éducateurs qui se consacrent à leur vocation, des ouvriers qui ont un minimum de conscience professionnelle, etc.* ».

Pour MICHÉA, un système capitaliste n’est donc historiquement viable, que si les communautés où son règne est expérimenté sont suffisamment solides et vivantes pour contenir d’elles-mêmes les effets anthropologiques destructeurs de l’économie autonomisée. Proposer autre chose que les applications partielles et limitées du système capitaliste, amènerait l’humanité à affronter des nuisances infinies. Or, l’histoire des trente dernières années est précisément pour l’auteur celle « *des efforts promothéens que déploient les nouvelles élites mondiales pour réaliser à n’importe quel prix cette société impossible* ». Dans cette perspective, le *modernisme* – comme religion du capital – tend nécessairement, à partir d’un certain seuil, à déconstruire non seulement les fondements anthropologiques de la socialité, mais également, et de plus en plus, toutes les civilités compensatrices ou critiques que la modernité elle-même avait eu la sagesse d’inventer.

Jusqu’à une date récente, le mode de production capitaliste devait composer avec un vaste ensemble de conditions écologiques, anthropologiques et morales qui avaient rendu possible un degré déjà élevé de production capitaliste, mais cela dans la mesure même où elles permettaient d’en limiter ou d’en amortir les effets les plus dévastateurs. C’est ce dispositif historique compliqué qui rend intelligible l’ambiguïté constitutive de la plupart des institutions du temps, à commencer par l’école républicaine. Si MICHÉA considère qu’une fonction décisive de cette dernière était de soumettre la jeunesse aux contraintes du règne naissant de l’universalité marchande et de ses conditions techniques et scientifiques, il note également que cette école républicaine se souciait réellement de transmettre un certain nombre de savoirs, de vertus et d’attitudes qui étaient en eux-mêmes particulièrement indépendants de l’ordre capitaliste. Mais, pour lui, ce « *fragile compromis historique* » s’est trouvé progressivement brisé au cours des années soixante. MICHÉA souligne à cet égard la responsabilité des événements de mai 68. Il y voit « *la Grande Révolution libérale-libertaire* » qui eut pour effet de délégitimer d’un seul coup et en bloc les multiples figures de la société précapitaliste. En décrétant partout leur égal archaïsme, on se donna les armes intellectuelles nécessaires pour exiger leur disparition. « *C’est ainsi que* », note MICHÉA, « *par une de ces ruses dont la raison marchande est visiblement prodigue, l’abolition de tous les obstacles culturels au pouvoir sans réplique de l’économie se trouva paradoxalement présentée comme le premier devoir de la révolution anticapitaliste* ».

L’auteur voit dans le mouvement qui, depuis trente ans, transforme l’Ecole dans un sens toujours identique, la mise en place de « *l’Ecole du Capitalisme total* », c’est-à-dire, l’une des bases logistiques décisives à partir desquelles les plus grandes firmes transnationales pourront conduire avec toute l’efficacité voulue la guerre économique mondiale du XXIème siècle. Il fait état d’une réunion tenue sous l’égide de la fondation Gorbatchev en septembre 1995, à l’Hôtel Fairmont de San Francisco, où cinq cents hommes politiques, dirigeants économiques et scientifiques de premier plan confrontèrent leur vue sur le destin de la nouvelle civilisation. L’assemblée ayant diagnostiqué que, dans le prochain siècle, deux dixièmes de la population active suffiraient à maintenir l’activité de l’économie mondiale, la question fut posée pour l’élite mondiale de la manière de maintenir la gouvernabilité des 80 % d’humanité surnuméraire dont l’inutilité a été programmée par la logique libérale. La solution qui s’imposa comme la plus raisonnable fut le « *tittytainment* » proposé par ZBIGNIEW BRZEZINSKY. Il s’agit en l’occurrence de définir un cocktail de divertissement abrutissant et d’alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète. Pour MICHÉA, une telle analyse cynique et méprisante permet de définir le cahier des charges que les élites mondiales assignent à l’école du XXIème siècle. Et, en se fondant sur elle, l’auteur déduit les formes *a priori* de la réforme qui serait destinée à reconfigurer l’appareil éducatif, selon les seuls intérêts politiques et financiers du Capital. Ainsi, un tel système devrait conserver un secteur d’excellence, destiné à former au plus haut niveau les différentes élites scientifiques, techniques et managériales qui

seront de plus en plus nécessaires, à mesure que la guerre économique deviendra plus dure et plus impitoyable. Ces pôles d'excellence, aux conditions d'accès très sélectives, devront continuer à transmettre de façon sérieuse – c'est-à-dire, pense MICHÉA, probablement, quant à l'essentiel, sur le modèle de l'école classique – les savoirs sophistiqués et créatifs, ainsi qu'un minimum de culture et d'esprit critique. Une autre voie est probable pour les compétences techniques moyennes, « *savoirs jetables – aussi jetables que les humains qui en sont le support provisoire – dans la mesure où, s'appuyant sur des compétences plus routinières, et adaptés à un contexte technologique précis, ils cessent d'être opérationnels sitôt que ce contexte est lui-même dépassé* ». MICHÉA constate qu'un savoir utilitaire et de nature essentiellement algorithmique – c'est-à-dire, qui ne fait pas appel de façon décisive à l'autonomie et à la créativité de ceux qui l'utilisent – pourrait être appris seul chez soi, par ordinateur. Il prévoit donc pour les compétences intermédiaires la généralisation de l'enseignement multimédia à distance tout en pointant les limites de tout télé-enseignement : ce que la machine peut inculquer, c'est, au mieux, un savoir coupé de ses supports affectifs et culturels et par conséquent privé de sa signification humaine et de ses potentialités critiques. Mais l'enseignement à distance offre à la classe dirigeante une double opportunité : la possibilité de débouchés sur le marché de l'enseignement continu pour les produits de grandes firmes telles qu'Olivetti, Philips, Siemens, Ericsson, d'une part, la réduction drastique du nombre d'enseignants, d'autre part. Enfin, pour ceux qui sont destinés à demeurer inemployés – ou à être employés de façon précaire et flexible –, la transmission coûteuse de savoirs réels, et *a fortiori* critiques, tout comme l'apprentissage des comportements civiques élémentaires, n'offrent aucun intérêt du point de vue du système. Pour cette école du grand nombre, « *l'ignorance devra être enseignée de toutes les façons concevables* ». C'est là qu'intervient, selon MICHÉA, le rôle des experts en « sciences de l'éducation », dont le rôle sera de définir et d'imposer ce que DEBORD⁶ appelait « *la dissolution de la logique* », c'est-à-dire, citant DEBORD, « *la perte de la possibilité de reconnaître instantanément ce qui est important et ce qui est mineur ou hors de la question ; ce qui est incompatible ou, inversement, pourrait bien être complémentaire ; tout ce qui implique telle conséquence et ce que, du même coup elle interdit* ». Un élève ainsi dressé se trouvera, si l'on suit DEBORD, placé « *d'entrée de jeu au service de l'ordre établi, alors que son intention a pu être complètement contraire à ce résultat* ». MICHÉA considère que les objectifs ainsi assignés à ce qui restera de l'Ecole publique entraîneront une double transformation décisive : celle des enseignants d'abord, qui devront abandonner leur statut actuel de « *sujets supposés savoir* » au profit de celui d'animateurs de différentes activités d'éveil ou transversales, celui de l'Ecole ensuite, « *en lieu de vie démocratique et joyeux* ».

Utopie négative ? MICHÉA fait remarquer que l'on retrouve dans le tableau qu'il a esquissé le principe même des réformes qui sont en chantier depuis trente ans, dans la plupart des pays occidentaux. Il ne voit rien d'étonnant à ce que l'Amérique, lieu classique de la production capitaliste, ait expérimenté la plupart de ces réformes bien avant les Européens. C'est ce qui explique l'état désastreux dans lequel se trouve aujourd'hui l'école publique des Etats-Unis. MICHÉA prend alors une posture accusatrice : pour lui, cela confirme que c'est bien en connaissance de cause que furent introduites en France les méthodes pédagogiques qui avaient conduit « *au vu et au su de tous* » l'école américaine au bord de l'effondrement. Il se montre particulièrement dur à l'égard de la gauche. Car si la première vague de réformes fut lancée par la droite libérale, celle-ci se voit contrainte de modérer ou suspendre son programme ultra-modernisateur pour tenir compte d'une partie non-négligeable de son électorat, rurale et catholique. Il n'en va pas de même pour la gauche qui s'auto définit, de façon ontologique, comme le parti du progrès et du mouvement. De ce fait, souligne, MICHÉA, c'est presque toujours sous un pouvoir culturellement de gauche que la modernisation totale de l'école et de la vie – qui constitue depuis le XVIII^{ème} siècle, l'essence même du programme capitaliste – est imposée aux classes populaires avec le plus de cohérence et d'efficacité.

MICHÉA prend évidemment le risque de se voir classer parmi les conservateurs, voire parmi les réactionnaires. Il en a visiblement conscience et tient à opérer une distinction entre ce que doit être une *indispensable marche arrière* et une *inacceptable régression*. Pour lui, ce qu'il faut refuser, ce n'est pas le principe même du changement mais « *le fait que son rythme soit désormais défini et imposé par*

⁶ G. DEBORD, *Commentaire sur la société du spectacle*, Lebovici, 1989, pp. 36-40.

les seules lois du Capital et de son accumulation ». Il fait également remarquer que ce sont précisément l'ingéniosité et la capacité d'innovation des classes populaires qui sont l'un de leurs traits historiques les plus constants, et qui sont les vertus qui leur permettent de neutraliser une partie des stratégies capitalistes et d'inventer des dispositifs qui maintiennent ou reproduisent de la civilité et du lien. Citant TOMGA⁷, MICHÉA pense en outre que bien des débats compliqués sur la dialectique de l'universel et du particulier, ou de la modernité et de la tradition, auraient sans doute pu être considérablement abrégés ou même rendus inutiles, en considérant que « *l'universel c'est le local, moins les murs* ». Ce qui signifie qu'une communauté humaine progresse et se civilise, non pas quand elle détruit ou abandonne ce qui la caractérise, mais au contraire chaque fois qu'elle parvient à s'ouvrir à d'autres groupes.

L'opinion de MICHÉA sur la révolte étudiante de mai 68⁸ n'est évidemment pas partagée par ceux qui soulignent l'apport positif de celle-ci. Ainsi, VIDAL, fondateur des éditions Amsterdam et de la *Revue internationale des livres et des idées*, considère quant à lui, que mai 68 permet la remise en cause d'un certain type de domination et une libération de la parole, et que cette rupture « *a produit ses effets plus tard sur des questions diverses, immigrés, prison, féminisme, comme un jeu de dominos avec des effets à retardement* »⁹.

Certains ne manqueront pas de souligner que, dans *l'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, la passion l'emporte parfois sur la rigueur. Le ton véhément de l'auteur traduit en fait l'exaspération de l'enseignant. Mais le diagnostic de l'affaiblissement du niveau de l'enseignement sur le plan de la transmission des connaissances se trouve largement partagé. Et le constat de l'imprégnation libérale des politiques menées par la gauche dans les années 80, validé par des chercheurs comme, par exemple, LAVAL¹⁰. On considèrera en tous cas que *L'enseignement de l'ignorance* étoffe le propos de MICHÉA relatif à la transformation radicale de l'ordre humain portée par le projet libéral, et ne manquera pas de stimuler la réflexion sur l'évolution de l'enseignement.

⁷ M. TORGA, *L'Universel, c'est le local moins les murs*, William Blake & Co - Barnabooth, 1986.

⁸ Jean-Claude MICHÉA refuse cependant de réduire mai 68 au mouvement étudiant et rappelle que ce fut aussi l'occasion de la plus grande grève ouvrière de l'histoire de France qui vit surgir une constellation d'idées ou de comportements contraires à l'ordre néo-libéral.

⁹ *Libération*, 23 et 24 février 2008.

¹⁰ C. LAVAL, *L'école n'est pas une entreprise. Le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public*, La Découverte, Paris, 2004, pp.123-124.